

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPS

Le Catelier
27340 Martot

Références : UBDEO-ECD-2025-311
Code AIOT : 0003901118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SPS implanté Site dit de la Marasse 27340 Martot. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPS
- Site dit de la Marasse 27340 Martot
- Code AIOT : 0003901118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPS est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur la commune de Martot, via l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DELE/BERPE/19/1334 du 7 octobre 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 1.4.4	Sans objet
3	Commission de suivi	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 2.8	Sans objet
4	Plans	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 8.3.7	Sans objet
5	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 8.3.1.2	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 8.3.5.1	Sans objet
7	Surveillance bruit	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 6.2.2 et 6.2.3	Sans objet
8	Emissions de poussières dans l'air	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 3.2.4	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le site est bien entretenu. La surveillance environnementale est en place et les résultats conformes.

L'exploitant veillera toutefois à formaliser les vérifications et entretiens effectués sur l'aire étanche mobile dans le registre dédié et déjà présent sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 1.2.1						
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE						
Prescription contrôlée :						
Les rubriques autorisées sont les suivantes:						
Rubrique	Alinéa	Rég (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Capacité autorisée
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Superficie totale autorisée Superficie exploitable Quantité de matériaux à extraire Production moyenne annuelle Production maximale annuelle	/	40ha 09a 40ca 30ha 23a 19ca 3 600 000 tonnes 300 000 tonnes de matériaux (soit environ 160 000 m ³) 700 000 tonnes de matériaux (soit environ 370 000 m ³)
2517	/	NC	Station de transit de	Superficie de l'aire de	Q< 5 000 m ²	3000 m ² (hauteur

			transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	de l'aire de transit	m ²	(hauteur max : 5 m)
--	--	--	---	-------------------------	----------------	------------------------

* : A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'exploitant doit mettre en place un **suivi des volumes de matériaux extraits** afin de s'assurer du respect des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral (matériaux extraits).

Constats :

La déclaration GEREP indique 53 000 tonnes extraites pour l'année 2024.

L'exploitant possède un suivi des volumes extraits. Il a indiqué les quantités de matériaux valorisables extraites depuis le début de l'exploitation:

- 2022: 10 kT (kilotonnes soit 10 000 tonnes);
- 2023: 108 kT;
- 2024: 53 kT.

soit un total de 171 kT extraites au total.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 1.4.4

Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation

Prescription contrôlée :

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de douze ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (un an).

<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral étant daté d'octobre 2019, l'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'en octobre 2031.</p> <p>La mise en service est actée par courrier du 21 septembre 2022 reçu le 30 septembre 2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir commencé l'extraction en 2022 (retard lié au contexte au covid notamment, et un gisement plus argileux nécessitant des ajustements au niveau de l'installation de traitement).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Commission de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 2.8</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, CLCS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une Commission Locale de Concertation et de Suivi du site est instituée. Cette commission se réunit, à l'initiative de l'exploitant, tous les ans et peut se réunir sur la demande d'un de ses membres. Les membres de cette commission sont , au minimum :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un représentant de l'exploitant, 2. des représentants des élus locaux, 3. des représentants des riverains, 4. un représentant des associations locales, 5. un représentant de la DREAL (Inspection des Installations Classées), 6. un représentant de la DREAL (Service Ressources Naturelles). <p>La commission a pour objectifs d'assurer un échange d'informations continu et objectif entre ses participants.</p> <p>L'exploitant dresse un bilan exhaustif de l'état d'avancement de l'exploitation ainsi que du réaménagement à l'occasion de chaque réunion de la commission locale de concertation et de suivi.</p> <p>La fréquence de la tenue des commissions pourra être revue par l'inspection des installations classées.</p> <p>La Commission Locale de Concertation et de Suivi du site pourra être commune avec les autres commissions du même secteur géographique.</p> <p>L'exploitation de la bande située entre 200 et 100 m des habitations sera soumise à la validation par la Commission Locale de Concertation et de Suivi, sur la base des données de suivi. Cette réunion sera organisée au plus tard 6 mois avant l'exploitation potentielle de cette bande et la décision sera rapportée dans le compte-rendu.</p> <p>Une réunion de la Commission Locale de Concertation et de Suivi du site, organisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation, devra notamment porter sur les travaux relatifs au réaménagement du site. Le compte-rendu de cette réunion sera annexé au dossier de cessation d'activité prévu à l'article 1.6.4.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les précédentes commissions ont eu lieu les:</p>

- 17 novembre 2023
- 30 septembre 2024

Pour l'année 2025, la date de la Commission Locale de Concertation et de Suivi du site est fixée au 17 octobre 2025.

La périodicité est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 8.3.7

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation 1/ 2500^{ième}, envoyé à l'inspection des installations classées, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan à jour, daté du 10 septembre 2025, avec les éléments requis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 8.3.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise, avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre d'autorisation.

Un merlon est mis en place à 100 mètres environ de la rue de la Mare Asse, laissant une bande de cent mètres de largeur des limites du périmètre d'autorisation, à l'ouest du site.

Cette bande des dix mètres et celle de cent mètres ne doivent faire l'objet d'aucune exploitation. L'exploitation de la bande située entre 200 et 100 mètres des habitations sera soumise à la validation par la Commission Locale de Concertation et de Suivi, sur la base des données de suivi.

Constats :

Le jour de l'inspection, le plan à jour de l'exploitation a permis de constater le respect de la bande des 10 mètres (bords de l'excavation avec un minimum de 10 mètres des limites du périmètres d'autorisation).

Sur site, il a également été constaté la présence du merlon longeant la rue de la Mare Asse. La zone de l'exploitation n'est ni comprise dans la bande des 10 m, ni dans la bande des 100 m.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 8.3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Organisation de l'extraction et phasage

Prescription contrôlée :

L'extraction sera réalisée à ciel ouvert et le gisement sera extrait à sec à l'aide d'une chargeuse sur pneus, puis déposé dans la trémie et transporté jusqu'à l'installation à l'aide des bandes transporteuses.

Pour des besoins techniques, un stockage temporaire est prévu à proximité immédiate de la trémie. Les dimensions maximales sont de 3000 m² de surface avec une hauteur maximale de 5 m, toujours en fond de fouille et ne dépassant pas la cote du terrain naturel.

Le gisement est constitué d'alluvions anciennes (Fy) d'une épaisseur moyenne estimée de 5,75m (épaisseur variant entre 4 à 10 m environ).

L'extraction s'effectuera sur une épaisseur moyenne estimée de 5,75 m, jusqu'à une cote minimale de 19 m NGF.

L'extraction est réalisée en 11 phases et de manière coordonnée selon le plan de phasage d'exploitation annexé au présent arrêté, et conformément aux dispositions présentées dans le dossier de demande d'autorisation susvisé sous réserve qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitation s'effectuera selon un sens général d'Est en Ouest [...].

Constats :

Le jour de la visite, il a été constaté que le stock temporaire n'existait plus (le début de l'exploitation étant passé).

Le plan d'exploitation en date du 10 septembre 2025 indique une cote minimale de fond de fouille de 23 m NGF, ce qui est supérieur au 19 m NGF autorisé, et donc conforme aux prescriptions.

L'extraction est actuellement en phase 3.

L'exploitant ayant indiqué un début d'extraction en 2022 (10 kT uniquement) et lancée réellement en 2023 (108 kT), alors, considérant une phase d'extraction par année, cela correspond

effectivement à une phase 3 pour l'année 2025.

L'exploitant devra toutefois augmenter le rythme d'extraction (en respectant la limite de 700 kT par an comme prescrit dans l'arrêté d'autorisation), ou alors déposer au moment opportun une demande de prolongation si l'extraction et le réaménagement ne sont pas finis dans le temps accordé par l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 6.2.2 et 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Les mesures des niveaux d'émissions sonores et des émergences que l'exploitant fait réaliser le sont à ses frais, par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par l'exploitation de la carrière choisis en accord avec l'inspection des installations classées et en cohérence avec les points de mesures présentés dans le dossier de demande d'exploiter susvisé.

Une mesure devra a minima être réalisée :

- dans un délai de trois mois suivant le démarrage des travaux,
- de fréquence triennale sur la partie à l'est de la canalisation de gaz,
- de fréquence annuelle sur la partie à l'ouest de la canalisation de gaz.

Chaque campagne de mesures devra

- être représentative de l'activité habituelle d'exploitation de la carrière ;
- permettre notamment de vérifier le respect des émergences réglementaires admissibles.

Le rapport présentant le résultat des mesures devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des mesures supplémentaires pourront être réalisées sur demande de l'inspection.

Dès lors qu'une zone est habitée aux abords de l'exploitation, l'exploitant devra s'assurer du respect des émergences et transmettre cette information à l'inspection des installations classées.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 visé à l'article 1.8 du présent arrêté.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Enfin, l'exploitant devra mettre en place un merlon de protection acoustique et paysager de 6 m de hauteur à 100 m environ de la rue de la Mare Asse, dès le début de l'exploitation, en utilisant les terres de découverte.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	70 dB(A)

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier contrôle acoustique, effectué par la société ACOUSTIB le 6 décembre 2023.

Les points PF1 à PF5 étaient situés en Zone à Emergence Réglementées (ZER). Le point PF6 était en limite de site. Le rapport indique que le point PF1 n'a pas pu être mesuré, suite à un vol de la sonde pendant les mesures.

Tous les résultats sont conformes aux limites prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Emissions de poussières dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de rédiger un plan de surveillance des émissions de poussières conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est adressé à sa demande. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de la société SGS, en charge du suivi annuel des émissions de poussières. Le rapport date de février 2025 et récapitule les années 2023 et 2024. Le suivi est mutualisé entre trois exploitants présent sur les communes voisines de Criquebeuf et Martot (SPS,

CBN et STREF).

La jauge 0 constitue le témoin. Les points 9 et 10 correspondent aux points de mesure sur le secteur de la Marasse:

- le point 9 étant proche d'un convoyeur, sur le site, et donc de type "c";
- le point 10 est proche du village, hors site, et donc de type "b" pour lequel un seuil maximum s'applique.

Les résultats sont conformes (inférieurs au seuil réglementaire).

Sur site, il a été constaté la présence de la jauge au point 9.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du déparateur à hydrocarbures

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement des eaux (séparateurs à hydrocarbures de l'aire étanche mobiles, etc.) sont inspectées et nettoyées autant que de besoin afin d'éviter, notamment, leur obstruction. Cet entretien est conforme aux recommandations du fabricant des séparateurs mentionnées dans leur fiche technique. En particulier, les séparateurs à hydrocarbures sont inspectés rigoureusement avant et après chaque campagne de décapage et de réaménagement, et à défaut tous les deux mois et nettoyés autant que de besoin et au moins une fois par an.

L'entretien régulier des séparateurs hydrocarbures est réalisé par une société spécialisée qui se charge de l'évacuation des boues récoltées dans les filières adaptées (organisme agréé).

L'entretien et le suivi des installations de traitement des eaux et équipements annexes tels que les bandes transporteuses sont confiés à un personnel compétent disposant d'une formation.

Les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans des installations autorisées et conformément au titre 5 du présent arrêté.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté son registre de suivi de l'aire étanche mobile.

Toutefois, ce registre n'est plus mis à jour depuis octobre 2024.

Par ailleurs, l'aire étanche est principalement utilisée pendant les campagnes de terrassement, pour les engins sur chenilles, dont la dernière remonte à 2021. Les engins sur pneus sont stationnés sur la carrière voisine ou l'installation de traitement, exploitées également par SPS. De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection le justificatif du dernier contrôle effectué par la société CEMIEU en décembre 2024 : une vidanges des boues n'a pas été nécessaire car le filtre du séparateur à hydrocarbures était en bon état de fonctionnement et n'a pas eu besoin d'être changé.

Enfin, l'aire étanche ayant été déplacée courant 2025, l'exploitant a procédé à une vidange avant son déplacement.

Les inspections et entretiens de l'aire étanche et du séparateur à hydrocarbures sont effectués mais ne sont plus formalisés dans le registre dédié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, de mettre à jour le registre de suivi de l'aire étanche, et de continuer à le remplir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2019, article 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres

Prescription contrôlée :

Un réseau de trois piézomètres au niveau du site (un en amont du site et deux en aval de la zone d'extraction) permet la surveillance des eaux souterraines. [...].

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après :

PARAMÈTRES	Fréquence
pH	1 fois par an
Température	
Conductivité	
Matières en suspension totales (MEST)	
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	
Oxygène dissous	

Hydrocarbures totaux	
HAP	
Composés Organo-Halogénés Volatils	
Niveau piézométrique	

Des mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines sont réalisées dans les 4 mois suivant la notification du présent arrêté et ensuite selon la périodicité détaillée dans le tableau précédent. Les prélèvements et mesures sont réalisés par un organisme agréé, et les analyses par un laboratoire certifié COFRAC, aux frais de l'exploitant.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec des valeurs de référence (*AM du 17 décembre 2008, AM du 11 janvier 2007...*).

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les derniers résultats des campagnes d'analyses des eaux des piézomètres: Pz1 en amont, Pz2 et Pz3 en aval. Le Pz2 est situé en aval de terrains non encore exploités actuellement.

Les résultats pour novembre 2023 et novembre 2024 sont conformes pour les trois piézomètres.

Toutefois, le rapport ne compile pas l'ensemble des analyses au fil du temps.

Pour la prochaine campagne qui aura lieu en novembre 2025, il est demandé à l'exploitant de synthétiser les résultats de manière à suivre l'évolution des paramètres depuis le début de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite